

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION



**Résumé analytique du rapport
de l'enquête sur les intentions
d'investissement post covid-19 des
entreprises formelles**

**ENQUETE SUR LES INTENTIONS D'INVESTISSEMENT
POST COVID-19 DES ENTREPRISES FORMELLES**

AOUT 2020

EQUIPE DE DIRECTION

Fonction	Prénoms et nom
Directeur Général	Babacar NDIR
Directeur Général Adjoint (DGA)	Allé Nar DIOP
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale (DSECN)	Mbaye FAYE
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines (DAGRH) P.I	Ouleye Kalidou SOW
Directeur du Management de l'Information Statistique (DMIS) P.I	Allé Nar DIOP
Chef de la Division des Statistiques Economiques (DSE)	Insa SADIO
Chef du Bureau des Statistiques d'Entreprises	Ibrahima TALL

EQUIPE DE REDACTION

	Prénoms et nom
Résumé, introduction, recommandations et conclusion	Insa SADIO & Astou DAKONO
Section 1 : Contexte, justification, objectifs et méthodologie	Insa SADIO & Astou DAKONO
Section 2 : Impact de la covid-19 sur les entreprises formelles	Ousmane DIOUF, Fatou SIDIBE & Moustapha TALL
Section 3 : Description des intentions d'investissement post-covid-19 des entreprises formelles	Ibrahima TALL, Jean Paul DIAGNE & Mamadou THIOUB
Section 4 : Perspectives	Cheikh FALL, Djibril DOUMBOUYA & Djiby SENE

COMITE TECHNIQUE

L'enquête a été exécutée sous la conduite d'un comité technique composé de Mesdames Astou DAKONO et Fatou SIDIBE et de Messieurs Insa SADIO, Ibrahima TALL, Jean Paul DIAGNE, Moustapha TALL, Mamadou THIOUB, Cheikh FALL, Ousmane DIOUF, Djibril DOUMBOUYA, Djiby SENE et Ibrahima DIOP.

AVANT PROPOS

Le premier semestre 2020 a été marqué par la crise sanitaire, d'ampleur mondiale liée à la covid-19, entraînant une paralysie des économies avec d'importantes difficultés sur tous les plans. Afin d'appréhender les conséquences de la pandémie sur l'activité économique sénégalaise, l'ANSD, en partenariat avec le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération (MEPC), a réalisé une enquête en ligne auprès des unités du secteur formel pour cerner les intentions d'investissement des entreprises et identifier leurs besoins de financement dans la stratégie de relance post covid-19.

La base de sondage est constituée de l'ensemble des entreprises formelles enregistrées au Centre Unique de Collecte de l'Information (CUCI). Le questionnaire a porté sur trois (3) sections : (i) l'identification des unités économiques ; (ii) l'impact de la covid-19 ; et (iii) le capital et l'investissement.

Aussi, ce rapport présente-t-il les intentions d'investissement post-covid-19 des entreprises formelles à travers une analyse descriptive des résultats. Toutefois, il convient de noter que la crise n'est pas encore terminée, ce rapport ne retrace que la situation à fin juin 2020. C'est ici le lieu pour nous, d'exprimer toute notre gratitude et toute notre reconnaissance au Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération pour avoir fait confiance à l'ANSD dans la conduite de cette étude.

Nous adressons nos sincères remerciements aux responsables d'entreprises qui ont bien voulu remplir dûment les questionnaires, pour leur disponibilité, la qualité de leurs réponses et le temps précieux qu'ils nous ont consacré.

Au personnel de terrain, nous adressons également nos vifs remerciements pour la qualité de leurs prestations et le sérieux dans le travail car malgré les difficultés relevant notamment du mode d'administration du questionnaire de l'enquête, le taux de réponse a été très satisfaisant.

Nous adressons nos félicitations à toute l'équipe de l'ANSD chargée de la coordination technique et de la réalisation de l'enquête, pour sa détermination, son dévouement et les efforts consentis, sans lesquels cette enquête n'aurait pas été possible dans un délai aussi court.

Le Directeur Général

Babacar NDIR

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS	3
TABLE DES MATIERES	4
SIGLES ET ABREVIATIONS	5
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	6
RESUME ANALYTIQUE	7
RECOMMANDATIONS	17
CONCLUSION	18

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRISTAT	: Observatoire économique et statistique de l'Afrique Subsaharienne
ANSD	: Agence nationale de la Statistique et de la Démographie
BDEF	: Banque de données économiques et financières
BTP	: Bâtiments et travaux publics
CA	: Chiffre d'affaires
CEDEAO	: Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CUCI	: Centre unique de Collecte de l'Information
GE	: Grande entreprise
ME	: Moyenne entreprise
MEPC	: Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération
NAEMA	: Nomenclature d'Activités des États Membres d'AFRISTAT
PE	: Petite entreprise
PIB	: Produit intérieur brut
SYSCOA	: Système comptable Ouest Africain
UEMOA	: Union économique et monétaire Ouest Africaine

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Liste des Graphiques

Graphique 1 : Répartition des entreprises selon la situation et le secteur d'activités	8
Graphique 2 : Répartition des entreprises par évolution des quantités produites selon la taille de l'entreprise (%).....	9
Graphique 3 : Répartition des entreprises par niveau d'évolution des ventes selon la taille (en %)	9
Graphique 4 : Répartition des entreprises par type de difficultés (en %)	10
Graphique 5 : Répartition des entreprises par type de besoin de financement (en %).....	11
Graphique 6 : Répartition des entreprises par intention d'investissement selon la taille (en %)	12
Graphique 7 : Montants moyens des investissements prévus à court terme selon le besoin (en millions FCFA).....	13
Graphique 8 : Répartition des entreprises par motivation d'investissement (en %)	13
Graphique 9 : Répartition des entreprises ayant l'intention d'investir selon la source de financement ciblée.....	14

Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition des entreprises par type de besoin selon la taille (en %)	11
Tableau 2 : Freins aux intentions d'investissements selon la taille (en %)	14
Tableau 3 : Proportion d'entreprises par stratégie d'adaptation mise en place pour faire face à la pandémie de la covid-19 selon la taille (en %).....	15
Tableau 4 : Répartition des entreprises suivant les mesures de riposte supplémentaires qui pourraient être prises par le Gouvernement selon la taille de l'entreprise (en %)	16

RESUME ANALYTIQUE

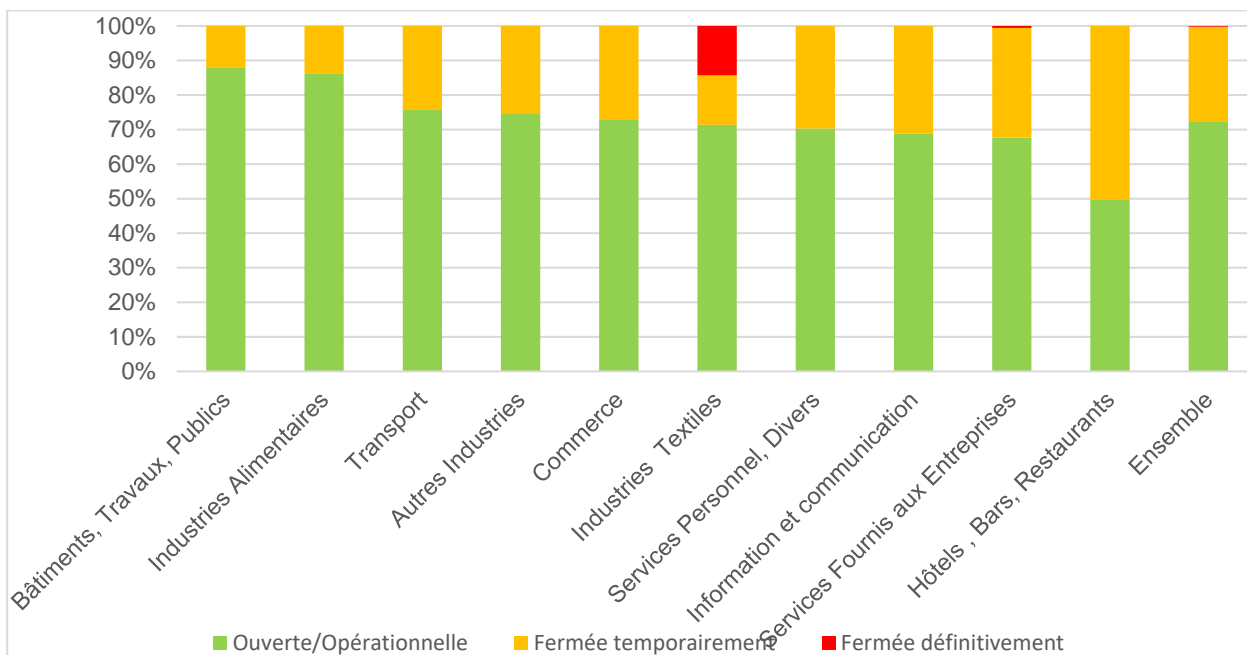
La pandémie de la covid-19 a des répercussions sanitaires, économiques et financières à l'échelle mondiale. Pour faire face à cette pandémie, endiguer sa propagation et limiter ses effets sanitaires, sociaux et économiques, le Gouvernement a pris des mesures d'urgence. Ainsi, dans le cadre de la relance post covid-19, l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), en appui au Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération (MEPC), a réalisé une enquête auprès des entreprises du secteur formel, afin de recueillir leurs intentions d'investissement.

L'enquête sur les intentions d'investissement post covid-19 des entreprises permet, à partir d'un questionnaire aussi bien qualitatif que quantitatif, de mesurer l'impact réel ou potentiel de la pandémie ainsi que de recueillir les besoins en fonds de roulement et les intentions d'investissement en vue de dimensionner un mécanisme de financement adéquat. L'échantillon de 792 unités a été construit à partir de la base du Centre unique de Collecte de l'Information (CUCI) qui enregistre les unités ayant déjà au moins une fois déposé un état financier à l'ANSD. Trois strates (petites entreprises, moyennes entreprises, grandes entreprises) ont été retenues sur la base du chiffre d'affaires, conformément à la définition retenue dans le projet de loi portant sur le développement des Petites et Moyennes Entreprises et la Modernisation de l'économie. Chaque strate est constituée de secteurs d'activités utilisés dans le cadre de l'élaboration de la Banque de données économiques et financières (BDEF).

Compte tenu du contexte de lutte contre la pandémie liée à la Covid-19, la méthode d'interrogation en ligne a été utilisée.

Cette enquête a donné divers enseignements. En effet, il ressort des résultats de l'enquête que l'arrêt momentané d'activité a été constaté auprès de 27,4% des entreprises formelles et touche notamment les petites unités (30,9%). Le phénomène est plus ressenti dans les secteurs des hôtels, bars et restaurants (50,2%), des services fournis aux entreprises (31,7%), des services personnels et divers (29,7%), du commerce (27,2%), des autres industries (25,5%) et des transports (24,3%). Il est motivé par la fermeture des frontières (36,6%), la fermeture des marchés, des écoles et des universités (33,0%), le problème de financement (32,0%), le problème d'approvisionnement en matières premières (28,0%) et les difficultés d'écoulement de la production (21,7%).

Graphique 1 : Répartition des entreprises selon la situation et le secteur d'activités

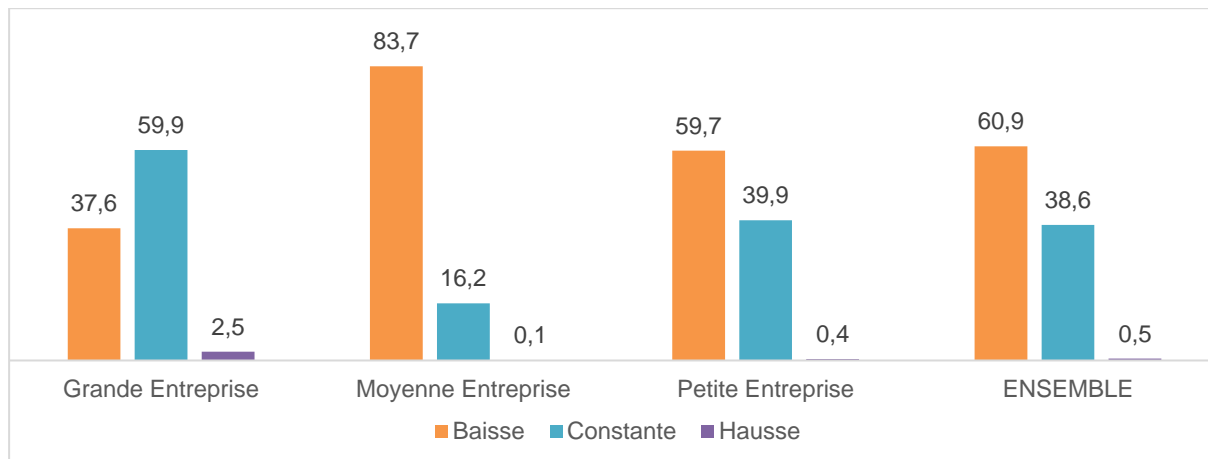


Source : ANSD/ Enquête sur les intentions d'investissement post covid-19, 2020

A défaut de fermer momentanément, 5,4% des entreprises ont changé d'activité depuis mars 2020 pour s'adapter à la crise. Ce sont essentiellement les petites entreprises et les moyennes entreprises qui sont concernées par ce changement de branche d'activité. Près de la moitié (49,6%) des entreprises qui ont changé d'activité se sont orientées vers le commerce contre 42,7% vers les activités de services de soutien et de bureau. Les petites entreprises sont les plus nombreuses à s'orienter vers le commerce (51,4%) et les activités de services de soutien et de bureau (44,7%).

Concernant l'évolution de l'activité, 60,9% des entreprises ont enregistré un repli des quantités produites. Cette baisse touche 59,7% des petites entreprises, 83,7% des moyennes entreprises et 37,6% des grandes entreprises. Pour les entreprises dont l'activité a évolué, 38,5% ont enregistré un repli situé entre 25% et 50% de la quantité produite. Elles représentent 25,0% à avoir subi un abaissement de moins de 25% de la quantité produite. Quant aux entreprises qui ont connu un fléchissement des quantités produites entre 50% et 75%, elles représentent 28,4% des entreprises ainsi impactées. Concernant le reste des entreprises (7,3%), elles ont enregistré une chute de la quantité produite de plus de 75%.

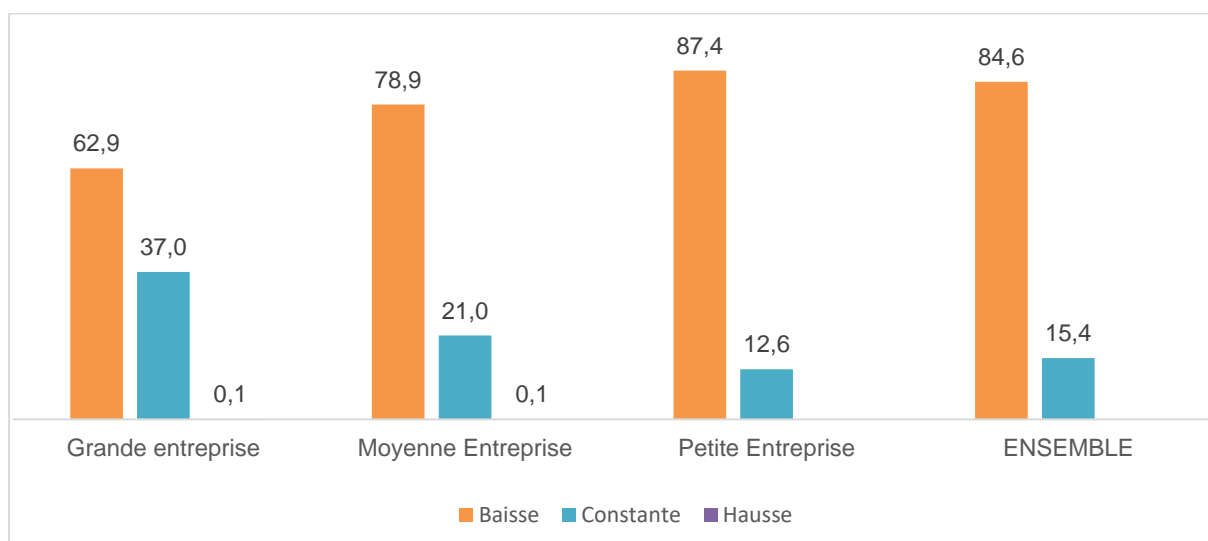
Graphique 2 : Répartition des entreprises par évolution des quantités produites selon la taille de l'entreprise (%)



Source : ANSD/ Enquête sur les intentions d'investissement post covid-19, 2020

Pour le chiffre d'affaires, 84,6% des entreprises ont connu un fléchissement contre 15,4% qui ont observé une stagnation. La baisse concerne 62,9% des grandes entreprises, 78,9% des moyennes entreprises et 87,4% des petites entreprises. Près de deux entreprises sur cinq (39,3%) dont le chiffre d'affaires a évolué ont connu un retrait entre 25% et 50% des ventes, contre 30,6% à avoir subi une baisse entre 50% et 75% des ventes. Les grandes entreprises (45,8%) ont surtout enregistré des abaissements de moins de 25% dans les ventes. En revanche, pour les moyennes (54,2%) et les petites entreprises (37,8%), elles ont davantage enregistré une dégradation entre 25% et 50% dans leurs ventes.

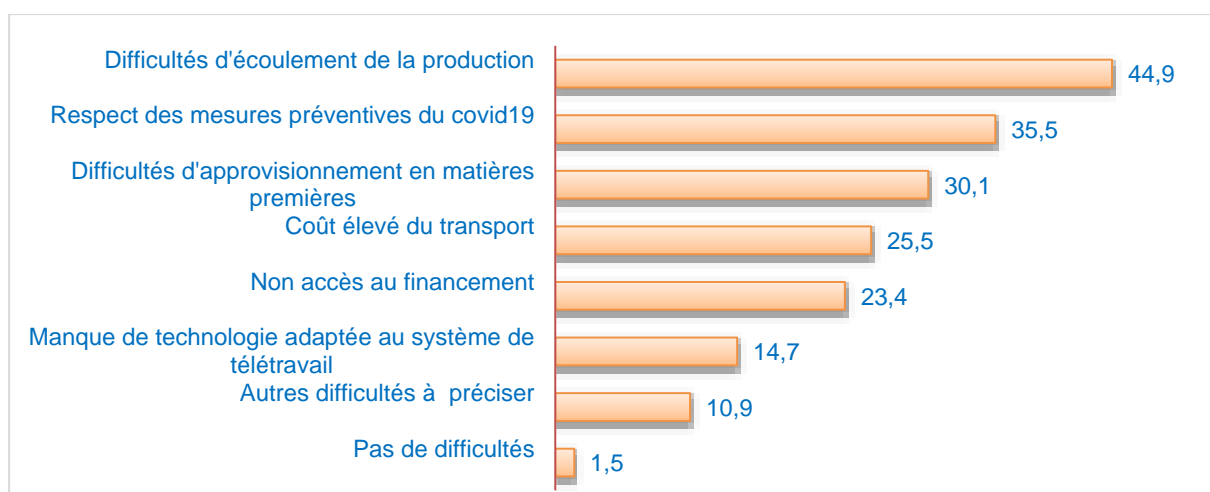
Graphique 3 : Répartition des entreprises par niveau d'évolution des ventes selon la taille (en %)



Source : ANSD/ Enquête sur les intentions d'investissement post covid-19, 2020

De leur côté, les canaux de transmission de la pandémie sont essentiellement les difficultés d'écoulement de la production (44,9%), le respect des mesures préventives de la covid-19 (35,5%), les difficultés d'approvisionnement en matières premières (30,1%), le coût élevé du transport (25,5%) et les difficultés relatives à l'accès au financement (23,4%). Le problème d'écoulement de la production affecte toutes les entreprises mais, selon la taille, il touche plus les moyennes entreprises (53,2%) et les grandes entreprises (49,5%).

Graphique 4 : Répartition des entreprises par type de difficultés (en %)



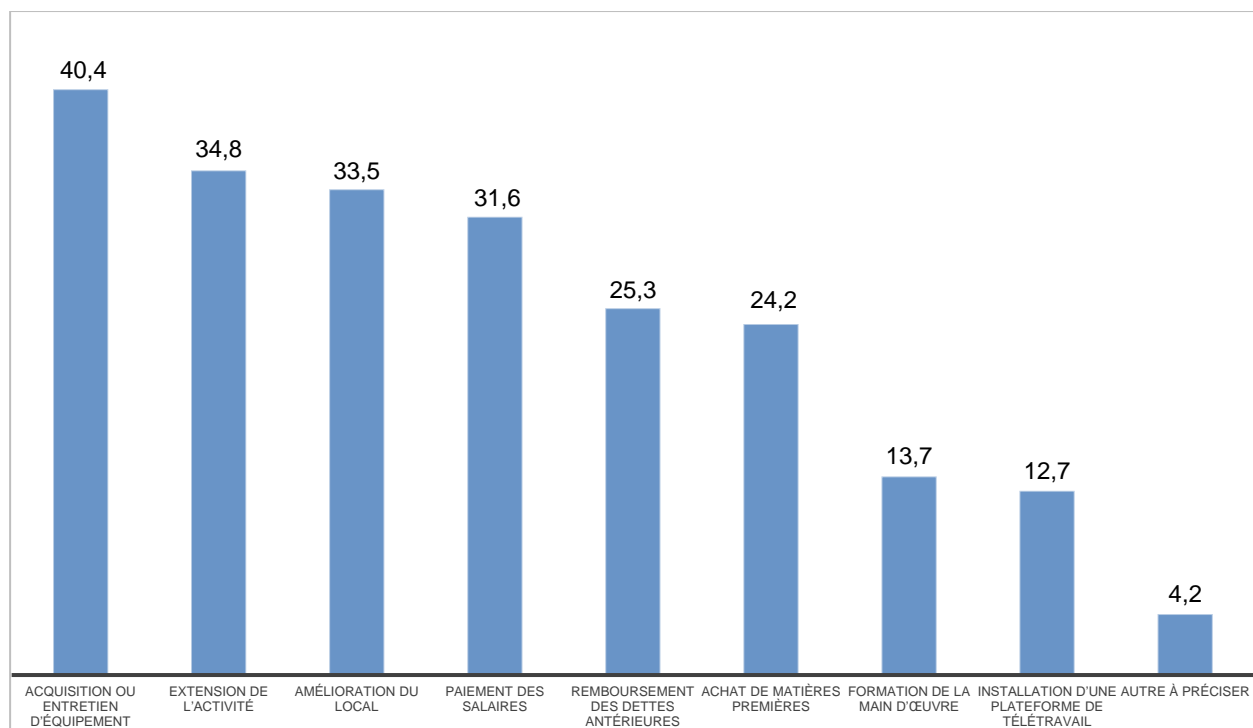
Source : ANSD/ Enquête sur les intentions d'investissement post covid-19, 2020

Ces difficultés ont eu comme principales conséquences le manque de liquidités ou de financement (61,3%), la réduction de la production/vente (52,1%) et la diminution du personnel (28,5%). Le manque de liquidité ou de financement affecte 64,6% des petites entreprises, 50,9% des moyennes entreprises et 38,4% des grandes entreprises. La réduction de la production ou des ventes touche 53,5% des petites entreprises, 49,8% des moyennes entreprises et 39,3% des grandes entreprises. Quant à la diminution du personnel, elle concerne 31,2% des petites entreprises, 12,6% des moyennes entreprises et 24,0% des grandes entreprises.

L'analyse de l'évolution de l'effectif du personnel révèle que 71,5% des entreprises ont conservé leur main d'œuvre. La baisse du personnel permanent a été enregistrée dans moins d'un quart des entreprises (20,5% pour les hommes et 16,1% pour les femmes) tandis que celle des saisonniers a été notée dans près du tiers des unités (21,4% pour les hommes et 31,2% pour les femmes). Le niveau de baisse est relativement faible avec moins de 3 travailleurs permanents en moyenne pour 44,7% des entreprises. La baisse de l'effectif des permanents a été plus notée dans les petites entreprises (21,5% pour les hommes, 16,8% pour les femmes), tandis que celle des saisonniers a été plus observée dans les moyennes entreprises (25,3% pour les hommes et 25,8% pour les femmes).

S'agissant des besoins de financement à court terme, les résultats montrent que 40,4% des entreprises ont eu cette difficulté pour les acquisitions ou les entretiens d'équipements, 34,8% pour l'extension de l'activité, 33,5% pour l'amélioration des locaux et 31,6% pour le paiement de salaires. Les besoins de financement à court terme des industries portent sur l'achat de matières premières, ceux des BTP, hôtels, bars et restaurants sur le paiement des salaires, ceux du commerce et des transports sur l'acquisition ou l'entretien d'équipement, et ceux des services fournis aux entreprises et des services personnels sur l'amélioration des locaux.

Graphique 5 : Répartition des entreprises par type de besoin de financement (en %)



Source : ANSD/ Enquête sur les intentions d'investissement post covid-19, 2020

La valeur moyenne des besoins de financement à court terme est de 1,1 milliards pour les grandes entreprises, 215 millions pour les moyennes et 33 millions pour les petites entreprises.

Tableau 1 : Répartition des entreprises par type de besoin selon la taille (en %)

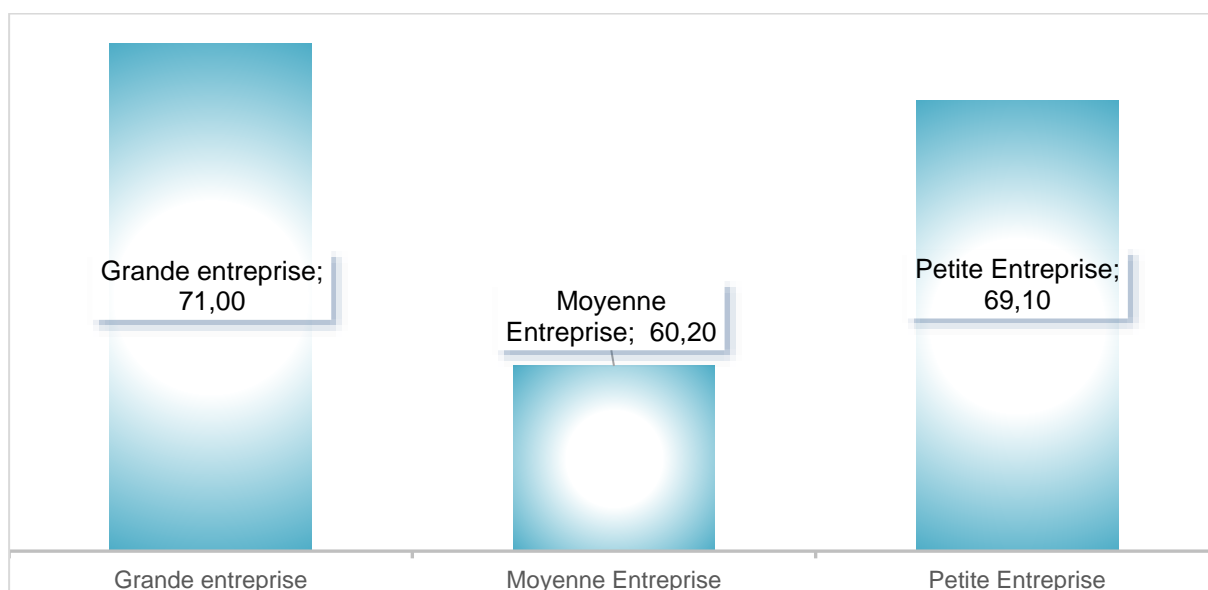
Type de besoin de financement	Grande entreprise (%)	Moyenne entreprise (%)	Petite entreprise (%)	Total (%)
Achat de matières premières	16,6	31,2	23,9	24,2
Amélioration du local	4,2	23,9	36,5	33,5
Acquisition ou entretien d'équipement	16,7	31,5	42,9	40,4
Paiement des salaires	25,5	37,3	31,4	31,6
Formation de la main d'œuvre	7,8	13,6	14,1	13,7
Remboursement des dettes antérieures	26,4	36,9	24,5	25,8
Extension de l'activité	9,5	29,2	37,1	34,8

Installation d'une plateforme de télétravail	4,8	8,0	13,8	12,7
Autre besoins de financement	4,5	5,9	8,9	8,4

Source : ANSD/ Enquête sur les intentions d'investissement post covid-19, 2020

En ce qui concerne les intentions d'investissement, 68,4% des entreprises ambitionnent d'investir après la pandémie. Ce taux est supérieur à 65,0% dans l'essentiel des secteurs d'activités sauf celui des services personnels où il est ressorti à 50,1%. Par rapport à la taille, il est de 71,0% pour les grandes entreprises, 60,2% pour les moyennes et 69,1% pour les petites. Les prévisions d'investissement portent essentiellement sur l'acquisition de matériels informatiques ou de logiciels (41,8%), la machinerie, les équipements et les véhicules (36,5%), la formation des employés et le recrutement (35,9%), le développement de site web et le e-commerce (34,4%) et la construction et la rénovation (33,4%). Les grandes entreprises (45,5%) et les moyennes (58,9%) comptent investir davantage dans la machinerie, les équipements et les véhicules tandis que les petites unités (43,0%) souhaitent le faire dans l'acquisition de matériels informatiques ou de logiciels.

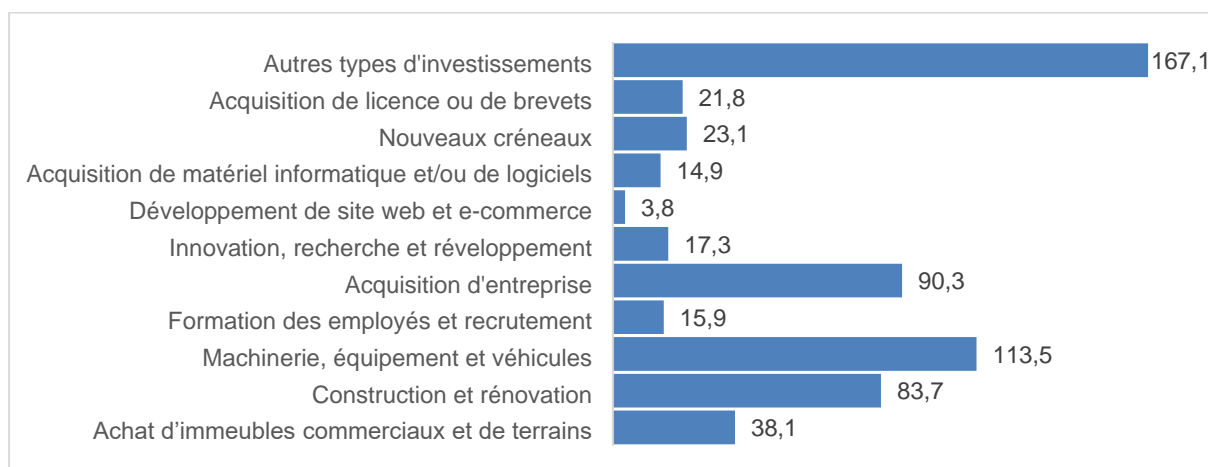
Graphique 6 : Répartition des entreprises par intention d'investissement selon la taille (en %)



Source : ANSD/ Enquête sur les intentions d'investissement post covid-19, 2020

La valeur moyenne des intentions d'investissement est de 1,5 milliards pour les grandes entreprises, 216 millions pour les moyennes et 36 millions pour les petites entreprises.

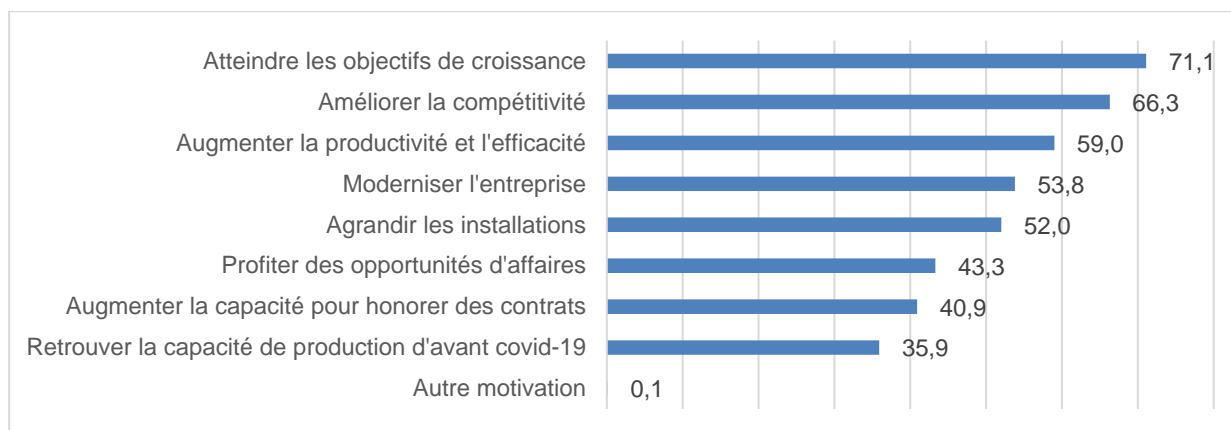
Graphique 7 : Montants moyens des investissements prévus à court terme selon le besoin (en millions FCFA)



Source : ANSD/ Enquête sur les intentions d'investissement post covid-19, 2020

Les investissements sont motivés, en grande partie, par l'atteinte des objectifs de croissance (71,1%), l'amélioration de la compétitivité (66,3%), l'augmentation de la productivité ou de l'efficacité (59,0%) et la modernisation de l'entreprise (53,8%). Les intentions d'investissement des grandes entreprises sont plus motivées par l'amélioration de la compétitivité alors que celles des PME sont plus expliquées par l'atteinte des objectifs de croissance.

Graphique 8 : Répartition des entreprises par motivation d'investissement (en %)



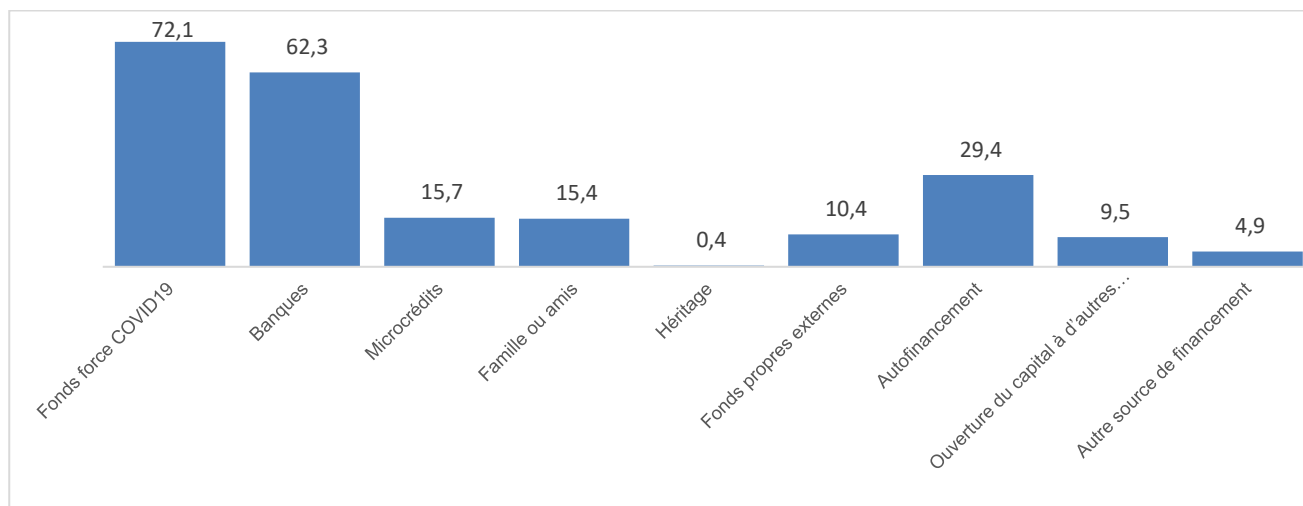
Source : ANSD/ Enquête sur les intentions d'investissement post covid-19, 2020

Parmi les entreprises qui ont l'intention d'investir, 9,7% ont déjà obtenu une partie ou la totalité du financement. Selon la taille, elles représentent 16,3% dans les grandes entreprises, 9,7% dans les petites entreprises et 5,1% dans les moyennes entreprises.

Les sources de financement ciblées par les entreprises ayant l'intention d'investir sont

principalement le fonds Force covid-19 (72,1%), les banques (62,3%) et l'autofinancement (29,4%). Si les grandes entreprises (70,0%) et les moyennes (75,9%) ciblent majoritairement les banques, les petites misent plutôt sur le fonds covid-19 (74,3%).

Graphique 9 : Répartition des entreprises ayant l'intention d'investir selon la source de financement ciblée



Source : ANSD/ Enquête sur les intentions d'investissement post covid-19, 2020

Les entreprises ayant l'intention d'investir ont, pour la plupart, un business plan (63,4%). Elles représentent 55,2% dans les grandes entreprises, 64,1% dans les petites entreprises et 60,5% dans les moyennes entreprises.

Les principaux freins à l'investissement pourraient être, pour l'essentiel, le manque d'aide du Gouvernement (66,1%), l'insuffisance de fonds générés par l'entreprise (62,2%) et l'incertitude sur l'horizon de la covid-19 (40,1%). Pour les PME, c'est le manque d'aide du Gouvernement qui est le principal frein tandis que pour les grandes entreprises, c'est l'insuffisance de fonds générés par l'entreprise.

Tableau 2 : Freins aux intentions d'investissements selon la taille (en %)

	Grande entreprise	Moyenne entreprise	Petite entreprise	Ensemble
Manque de confiance en l'économie	32,2	19,9	32,6	31,5
Manque de personnel qualifié	15,1	10,6	19,1	18,1
Manque de fonds générés par l'entreprise	29,7	50,7	65,5	62,2
Risque associé aux projets d'investissement	28,6	11,7	12,2	13,1
Faible demande pour les biens et services	16,1	16,3	28,8	27
Manque d'aide gouvernementale (subventions)	48,5	47	69,2	66,1
Retrait des associés	0,4	0,5	0,1	0,1
Courte échéance des prêts	20,2	20,8	30,7	29,3
Prêts en cours	12,3	22,7	18,1	18,1
Incertitude sur l'horizon du COVID19	54,3	41,9	39	40,1
Réticence des institutions financières face à l'horizon incertain du COVID19	26,4	39,5	38,3	37,7
Projet jugé trop risqué par les institutions financières	3,2	2,9	3,1	3,1
Garanties insuffisantes	13,6	9,4	31	28,1

Croissance jugée trop faible par les institutions financières	6,2	3,9	9	8,4
Dossier de crédit défaillant	0	1,5	1,9	1,7
Autres freins ou obstacles à l'investissement	1,8	0	0,4	0,5

Source : ANSD/ Enquête sur les intentions d'investissement post covid-19, 2020

En termes d'adaptation pour faire face à la pandémie, les stratégies les plus utilisées par les entreprises sont : la réduction des charges (65,4%), le renforcement de la proximité avec les clients (30,8%), la sollicitation d'un prêt (26,9%), et la sollicitation d'une aide (18,4%). Ces quatre stratégies d'adaptation restent les plus adoptées indépendamment de la taille des entreprises et du secteur d'activité.

Tableau 3 : Proportion d'entreprises par stratégie d'adaptation mise en place pour faire face à la pandémie de la covid-19 selon la taille (en %)

	Grande entreprise	Moyenne entreprise	Petite entreprise	Ensemble
Solliciter de l'aide	34,8	17,8	29,6	28,6
Diversifier les produits	13,4	10,9	19,3	17,8
Réduire les charges	62,1	61,9	66,2	65,4
Renforcer la proximité avec les clients	50,9	23,5	30,1	30,8
Solliciter un prêt	29,3	23,1	27,2	26,9
Sous-traiter avec d'autres entreprises	10,5	4,7	6,8	6,8
Changer d'activité	0	0	2,1	1,7
Délocaliser le lieu de l'unité	0	0	5,5	4,5
Rééchelonner un prêt existant	11,3	9,7	15,8	14,8
Autres	6,9	17,6	7,2	8,4

Source : ANSD/ Enquête sur les intentions d'investissement post covid-19, 2020

Les mesures de relance et de riposte dont les entreprises ont bénéficié sont essentiellement les mesures fiscales (28,8%) et le report d'échéance des prêts (9,7%) et ce, quels que soient la taille et le secteur d'activité.

Pour les responsables d'entreprises, les mesures de riposte supplémentaires qui pourraient être prises par le Gouvernement sont les facilités dans l'obtention de prêts (53,3%), les subventions d'exploitation (48,9%) et la gratuité du paiement du loyer, de l'eau ou de l'électricité (47,4%). Les responsables des grandes entreprises (46,2%) et des moyennes entreprises (41,9%) sont plus favorables aux subventions d'investissement tandis que ceux des petites entreprises (55,7%) souhaitent surtout que l'obtention de prêts leur soit facilitée.

Tableau 4 : Répartition des entreprises suivant les mesures de riposte supplémentaires qui pourraient être prises par le Gouvernement selon la taille de l'entreprise (en %)

Mesures	Grande entreprise	Moyenne Entreprise	Petite Entreprise	Ensemble
Distribution d'intrants aux entreprises	3,4	18,4	17,8	17,0
Gratuité du paiement du loyer, de l'eau ou de l'électricité	38,4	36,9	49,2	47,4
Réduction du coût d'accès à l'internet	16,4	18,8	30,5	28,6
Mise en place d'une plateforme de télétravail pour les entreprises	3,8	7,8	8,8	8,4
Subventions d'exploitation	46,2	41,9	49,9	48,9
Facilités dans l'obtention de prêts	38,9	40,9	55,7	53,3
Autres mesures	38,4	21,5	8,4	11,4

Source : ANSD/ Enquête sur les intentions d'investissement post covid-19, 2020

RECOMMANDATIONS

Au vu des résultats de l'enquête et des mesures de relance suggérées par les acteurs, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

- proroger les délais de non-paiement des factures d'eau, d'électricité et de loyers ;
- apporter une aide au chômage partiel pour maintenir les emplois ;
- appliquer des remises d'impôts directs pour les entreprises menacées de fermeture ;
- décréter un moratoire sur les obligations contractuelles et sociales (reports d'impôts et taxes, prêts bancaires, déclarations fiscales) afin de soulager les entreprises et d'éviter le risque de faillite ;
- mobiliser des financements auprès des bailleurs de fonds pour des projets de relance des entreprises ;
- veiller à accompagner les entreprises pour assurer leur survie par la mise en œuvre effective des mesures édictées par la BCEAO ;
- renforcer l'efficacité du dispositif de suivi et d'encadrement des PME ;
- encourager la création d'écosystèmes dans lesquels les PME pourraient se regrouper ;
- mettre l'accent sur le développement du secteur privé national dans le programme de relance de l'activité économique.

CONCLUSION

Le monde entier fait face, depuis le début de l'année 2020, à une grave crise sanitaire marquée par la propagation rapide de la pandémie de la Covid-19. Cette pandémie qui affecte l'économie mondiale, affecte aussi celle du Sénégal avec des conséquences drastiques sur les activités des entreprises.

Il ressort de l'enquête que la pandémie a fortement perturbé l'activité économique sénégalaise. En effet, 60,9% des entreprises ont enregistré un repli des quantités produites. Cette baisse touche 83,7% des moyennes entreprises, 59,7% des petites entreprises et 37,6% des grandes entreprises. Il a été également noté un fléchissement du chiffre d'affaires de 84,6% des entreprises contre 15,4% qui ont observé une stagnation. Le retrait d'activités a concerné 62,9% des grandes entreprises, 78,9% des moyennes entreprises et 87,4% des petites entreprises. Les entreprises ont été particulièrement affectées par les problèmes d'écoulement de la production (44,9%), de respect des mesures préventives de la covid-19 (35,5%), d'approvisionnement en matières premières (30,1%), de coût élevé du transport (25,5%) et d'accès au financement (23,4%).

Les difficultés rencontrées par les unités économiques ont eu comme principales conséquences le manque de liquidités ou de financement (61,3%), la réduction de la production/vente (52,1%) et la diminution du personnel (28,5%). Cependant, il convient de noter que 71,5% des entreprises ont conservé leur main d'œuvre.

En termes de besoins de financement à court terme, 40,4% des entreprises ont eu cette difficulté pour les acquisitions ou les entretiens d'équipements, 34,8% pour l'extension de l'activité, 33,5% pour l'amélioration des locaux et 31,6% pour le paiement de salaires. Le besoin moyen de financement à court terme est de 93,5 millions de FCFA. Pour les intentions d'investissement, 68,4% des entreprises ambitionnent d'investir après la pandémie avec un budget moyen estimé à 134,8 millions de FCFA. Les investissements prévus sont motivés par l'atteinte des objectifs de croissance (71,1%), l'amélioration de la compétitivité (66,3%), l'augmentation de la productivité ou de l'efficacité (59,0%) et la modernisation de l'entreprise (53,8%).

Les entreprises ayant l'intention d'investir misent principalement sur le fonds Force covid-19 (72,1%), les banques (62,3%) et l'autofinancement (29,4%). Les principaux freins à l'investissement pourraient être le manque d'aide du Gouvernement (66,1%), l'insuffisance de fonds générés par l'entreprise (62,2%) ainsi que l'incertitude sur l'horizon de la covid-19 (40,1%). Ainsi, les mesures de riposte supplémentaires escomptées du Gouvernement sont les facilités dans l'obtention de prêts (53,3%), les subventions d'exploitation (48,9%) et la gratuité du paiement du loyer, de l'eau ou de l'électricité (47,4%).

Les secteurs d'activités les plus impactés par la crise ont besoin de mesures d'urgences pour relancer leurs activités. A cet égard, il s'avère nécessaire de mettre en œuvre rapidement le plan de relance pour mieux assurer une résilience des entreprises face aux effets de la crise. En outre, la crise du coronavirus devrait permettre de réfléchir sur la dynamique à impulser aux entreprises sénégalaises afin qu'elles puissent mieux répondre à des chocs de ce type.